

15 millions de F_{cfa}
à gagner au BANKO mardi 10 avril

Directeur de la Publication : **Guibaï Gatama**

L'œil DU Sahel

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1058 du lundi 9 avril 2018



**Un serial buteur
venu du Tchad**

Lire le portrait de Marius
Mouandilmadji, la pépite de
Coton sport de Garoua.

P. 12

LOGONE ET CHARI

15 terroristes tués dans l'attaque du poste de Sagmé

P. 3



Opération Epervier
De nouvelles inter-
dictions de sortie
du Cameroun

P. 5

Tchéboa
Un conseiller municipal
reçoit 120 coups de fouet

P. 12



Mœurs
La prostitution agrandit
son lit à Maroua

Pp. 6-8

Fenassco 2018
L'Extrême-Nord
sacrée championne

P. 12

SOUS LE TRÈS HAUT PATRONAGE DE
S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
LE MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT

ORGANISE LA 6^e ÉDITION DU



SALON

INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

DU 26 AVRIL AU 05 MAI 2018
AU PALAIS DES CONGRES - YAOUNDE

THÈME

L'ARTISANAT AFRICAIN
ET LE COMMERCE ÉQUITABLE :
"ENJEUX ET PERSPECTIVES"



Afrique Pluriel Communication



IECONOMIE

L'œil du Sahel

REPÈRES

The Post

Le Messenger

SOPECAM

le jour

Mutations

africrea



MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT

LOGONE ET CHARI. Cette incursion de Boko Haram a par ailleurs fait 06 morts dans les rangs de l'armée.

15 terroristes tués dans l'attaque du poste de Sagmé

Par Issa Batan

L'attaque du poste militaire de Sagmé, dans l'arrondissement de Fotokol, le 02 avril 2018, est loin d'avoir livré tous ses secrets. Si elle a démontré que la secte terroriste disposait encore des ressources suffisantes pour monter des opérations meurtrières - l'attaque a fait 06 morts dans les rangs de l'armée camerounaise -, elle n'en a pas moins mis en valeur les capacités défensives de l'armée camerounaise. Les assaillants, selon de sources concordantes, ont subi de lourdes pertes. «Le 05 avril 2018, un berger a retrouvé 07 corps de combattants de Boko Haram en putréfaction à 7 km environ de Sagmé. L'intéressé a aussi fourni des renseignements sur



Des militaires en pleine séance de déminage.

l'enterrement de 8 autres membres de Boko Haram», indique un membre du comité de vigilance local. Au lendemain de l'attaque du 02 avril, c'était déjà un autre berger qui avait

repéré le véhicule armé de la mitrailleuse 14,5, abandonné dans les environs de Sagmé, et qui avait donné l'alerte à l'armée. Ce précieux matériel militaire, l'on s'en souvient, avait

été emporté par les assaillants. Il est donc constant qu'au moins 15 assaillants ont trouvé la mort dans cette attaque. «Ils emportent toujours leurs morts et blessés, mais s'ils ont abandonné des morts à quelques kilomètres du lieu de l'attaque, c'est qu'ils étaient sous pression. Nous savons que les gars se sont bien défendus», relate une source sécuritaire.

Depuis l'attaque du 02 avril, les forces de défense multiplient des opérations de ratissage dans le secteur. «Il faut ouvrir l'œil. Il y a quelques jours, depuis Soueram, l'on a aperçu des mouvements de véhicules de Boko Haram à Woulgo, trois au total. Ils sont de retour dans la zone», renseigne Assouam, un éleveur. ■

AMCHIDÉ. Une incursion de Boko Haram repoussée

Par David Martin

Visiblement, la tranchée construite par l'armée à certains endroits de la frontière avec le Nigeria dans l'arrondissement de Kolofata n'est plus insurmontable pour les terroristes de Boko Haram. En témoigne les nombreuses tentatives de franchissement enregistrées ces dernières semaines. Le 07 avril dernier, des terroristes de Boko Haram sont parvenus à s'infiltrer jusqu'à la périphérie de la localité d'Amchidé, après avoir remblayé un petit bout de la tranchée. «Les terroristes l'ont franchi dans la nuit, aux environs de 2h du matin et sont parvenus jusqu'au quartier Dubaï avant d'être repoussés», explique Kidwé Justin, membre du comité de vigilance d'Amchidé.

Si la tranchée est surmontable, il n'en demeure pas moins que les préparatifs de son franchissement renseignent à l'avance les forces de défense et les membres des comités de village sur les intentions de Boko Haram. «Dans la journée, nous avons repéré des activités à un endroit de la tranchée. Nous étions quasi certains qu'ils allaient opérer par cette piste et nous avons tendu une embuscade. S'ils ne l'avaient fait ce soir-là, nous serions revenus le lendemain, les attendre au même endroit. Ils passent toujours là où ils ont remblayé», poursuit le membre du comité de vigilance. De fait, cachés derrière les arbres, les membres du comité de vigilance n'ont eu aucun mal à faire replier les assaillants au Nigeria. «Chaque jour, nous parcourons la tranchée pour repérer leurs traces et nous prenons en conséquence les mesures qui s'imposent. La difficulté porte sur la puissance de nos armes qui est insignifiante comparée à celle des terroristes», regrette Modou Gana, membre du comité de vigilance d'Amchidé. Malgré ce handicap, la détermination des comités de vigilance à protéger le territoire national est toujours intact. ■

TCHÉBOA. Dans l'entourage du lamido de Tchéboa présumé instigateur de cette punition, on crie à la manipulation.

Un conseiller municipal de Garoua 3e reçoit 120 coups de fouet

Par Innocent-Blaise Youda

L'affaire a fait grand bruit dans les salons feutrés de Garoua. En fin de semaine dernière, Elkana Passo, conseiller municipal de la commune de Garoua 3e et originaire de la localité du Mayo Daddi, a reçu près de 120 coups de fouet des Dogaris du lamido de Tchéboa, Moussa Aboubakary. Immédiatement après que l'information a été rendue publique, les partisans du lamido ont aussitôt mis en place une stratégie pour démentir la nouvelle. La victime, Elkana Passo, est resté injoignable durant tout le week-end. Dans son entourage, on a tout simplement indiqué qu'il ne souhaitait pas évoquer cette question publiquement. «En fait, Elkana Passo a une vieille plainte contre lui au lamidat de Tchéboa. Il est poursuivi par un sujet du lamido qui l'accuse d'avoir enlevé sa femme. Le lamido a reçu l'affaire et fait convoquer Elkana Passo qui a refusé de répondre à sa convoca-

tion au motif qu'il est sous l'autorité du lamido de Djalingo et que le lamido de Tchéboa n'est pas compétent pour le convoquer. Il a même répondu en des termes un peu injurieux à l'endroit du lamido de Tchéboa. Il se trouve qu'en fin de semaine dernière, il s'est rendu à Ngong pour se faire établir une carte nationale d'identité. Une fois sur place, son accusateur l'a aperçu et a immédiatement signalé au lamido qu'il est dans la ville. Le lamido a alors demandé à ses Dogaris de le faire venir au lamidat. Une fois sur place au lamidat, il a encore indiqué au lamido qu'il n'avait pas à respecter ses ordres parce qu'il doit répondre au lawan de Djalingo. Selon nos sources, il aurait tenu des propos méprisants au lamido et c'est à ce moment qu'il a été fouetté par les dogaris», témoigne le camarade politique d'Elkana Passo, également conseiller municipal. Ce dernier ajoute même que l'intéressé a séjourné brièvement à l'hôpital régional de Garoua à la suite de



Une rue de Tchéboa.

cet incident.

Si cette version des faits est confirmée par plusieurs personnes dans l'entourage de la victime, d'autres à l'instar du maire de Garoua 3e, Laïmani Hamidou et surtout l'entourage du lamido estiment que l'histoire est montée de toute pièce. Joint au téléphone, le maire a indiqué qu'il n'était pas dans la ville au moment où les faits sont

supposés avoir eu lieu, mais a confirmé qu'il ne s'est rien passé. «Quand je suis rentré (Samedi 7 avril, Ndlr), j'ai immédiatement joint le concerné (Elkana Passo, Ndlr) au téléphone qui m'a confirmé qu'il est chez lui et qu'il se porte bien. Je crois qu'il ne s'agit que de rumeurs, je ne comprends pas ce qui se passe moi-même.» A-t-il affirmé. ■

OPÉRATION EPERVIER. Elles concernent une quarantaine de personnalités.

De nouvelles interdictions de sortie du Cameroun

Par FBB

Le délégué général à la Sûreté nationale (Dgsn) Martin Mbarga Nguéle, via le directeur de la police des frontières a signé le 4 avril dernier, une note à l'intention de ses services compétents portant interdiction de sortie du territoire d'une cinquantaine de personnalités. Parmi les personnes concernées par cette restriction de déplacements, figure Faï Yengo Francis, ancien gouverneur de région, ex-président du conseil d'administration du Port autonome de Douala

(PAD) et qui aujourd'hui occupe le même poste au Bureau national de l'état civil (BUNEC). Y sont également présents, l'ex directeur général du Port autonome de Douala, Marcel Dayas Mounoume, condamné à 15 ans de prison le 3 juillet 2015 pour détournement de deniers publics et depuis lors en fuite à l'étranger, mais également l'ancien directeur général du Crédit foncier du Cameroun (CFC), Camille Ekindi, Mathurien Kamanke, Jean-Pierre Mfou'ou Oyono, Maurice Djoko, Jean-Claude Ngbwa, Ndengue Jean-Claude,

Fantino Bernard, Farjon Michel, Moïse Nyemack et Bella Roger pour ne citer que ces noms. On subodore que ces nouvelles interdictions ont trait avec les rapports du Contrôle supérieur de l'Etat sur la gestion du Port autonome de Douala et du Crédit foncier du Cameroun.

Les mesures d'interdiction du territoire du Dgsn précisent qu'en cas de tentative de sortie du territoire, les concernés doivent être interpellés et conduits à la division enquêtes du corps spécialisé des officiers de la police judiciaire du Tribunal cri-

minel spécial (TCS), une instance dédiée au jugement des personnalités accusées de détournements de plus de 50 millions FCFA.

Depuis début mars 2018 et la réactivation - officielle - de l'opération d'assainissement des mœurs publiques, ce sont une quarantaine de dirigeants, limogés ou encore en fonction, qui sont concernés par l'interdiction de sortie du territoire en même temps qu'une dizaine d'autres ont été mis sous mandat de dépôt à la prison centrale de Yaoundé. ■

MAYO-MOSKOTA. Boko Haram de nouveau à Zamga

Par D.M.

Une vingtaine de cases incendiées, 03 bœufs, des caprins et une moto emportés en plus d'une borne fontaine détruite, tel est le bilan de l'incursion de Boko Haram dans cette localité du Mayo-Moskota située à quelques kilomètres seulement d'Assighassia. Au-delà du bilan, c'est le retour de Boko Haram dans cette localité qui abrite également un poste militaire qui inquiète les populations. Depuis quelques semaines en effet, le secteur semblait particulièrement calme en raison du redoublement de vigilance dans la zone du BIR et du 42e BIM. ■

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA PLANIFICATION ET
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (MINEPAT)



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT (MINEPAT)

Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI)

Financement : Crédit IDA N° 52 76 – CM

Agence d'exécution : SEMRY

AVIS DE SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET

N°01/ASMI/MINEPAT/SEMRY/PULCI/UCP/SPM/2018

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL EN VUE DE LA REALISATION DES ETUDES DETAILLEES (APO) ET OU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL (DAOI) POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'IRRIGATION ET DE DRAINAGE DE 11000 HA DE PERIMETRES AGRICOLES A LAGDO

N° d'identification du Projet : PN66072

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le Projet d'infrastructure Hydraulique dans la Vallée de la Bénoué (PIHVB) dans la région du Nord du Cameroun, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : «**Recrutement d'un consultant international en vue de réaliser les études détaillées (APD) et le dossier d'appel d'offres international (DAOI) pour la mise en place d'un système d'irrigation et de drainage de 11000 ha de périmètres agricoles à Lagdo**».

2. Les services de consultants comprennent :

Phase 1 : Système d'irrigation et de drainage de la rive droite de Lagdo couvrant 1000 ha

- (1.1) la mise à jour des cartes topographiques et systèmes d'information foncières précises, fournissant des données détaillées longitudinales et transversales de tous les canaux et drains construits pour le système d'irrigation et de drainage de la rive droite de Lagdo couvrant 1000 ha ;
- (1.2) la préparation des plans de réhabilitation / modernisation du système d'irrigation et de drainage de la Rive Droite de Lagdo couvrant 1000 ha, y compris les plans de construction, les estimations de coûts, les analyses économiques et financières et les documents d'appel d'offres conformes aux normes de la Banque mondiale ;
- (1.3) aider le client à obtenir les services d'une agence de construction conformément aux normes de la Banque mondiale ;
- (1.4) Aider le client à mettre en place un système efficace d'organisation des usagers de l'eau ;
- (1.5) Préparation d'un manuel d'utilisation et d'entretien des ouvrages hydrauliques avec un plan de mise en œuvre efficace.

Phase 2 : Système d'irrigation et de drainage de la rive droite de Lagdo couvrant 5000 ha

- (2.1) la mise à jour de cartes topographiques précises des commandes sur le Système d'irrigation et de drainage de la rive droite de Lagdo, couvrant 5000 ha ;
- (2.2) la préparation des plans pour la construction du système d'irrigation et de drainage de la Rive Droite, couvrant 5000 ha, en utilisant des techniques de conception et des matériaux modernes, des technologies de pointe disponibles pour le fonctionnement du canal, à divers endroits du système d'irrigation ;
- (2.3) la préparation des plans de construction, l'estimation des coûts, l'analyse économique et financière et les documents d'appel d'offres conformément aux normes de la Banque mondiale ;
- (2.4) Répétez les étapes 1.3, 1.4 et 1.5 ci-dessus.

Phase 3 : du système d'irrigation et de drainage de la rive gauche de Lagdo couvrant 5000 ha

- (3.1) étudier la faisabilité de mettre en place un système d'irrigation sous pression ;
- (3.2) élaborer des plans pour la construction du système d'irrigation et de drainage de la rive gauche de Lagdo couvrant 5000 ha en utilisant des techniques de conception modernes, des matériaux de construction, des technologies à jour disponibles, des instruments de mesure du débit à divers endroits du système sous pression ;

3.3.1. Répétez les étapes 2.3. et 2.4 ci-dessus.

Il est attendu du Consultant de faire usage des techniques modernes mises à jour et de proposer des solutions à moindre coût pour atteindre l'objectif d'utilisation optimale de l'eau disponible dans le système.

NB : le consultant sera retenu pour une durée de dix-huit (18) mois à partir de la notification de l'ordre de service.

3. Le Coordonnateur du Programme d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI), invite pour le compte du Projet d'infrastructure Hydraulique dans la Vallée de la Bénoué (PIHVB) de la MEADEN, les Consultants à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Le Consultant devra être une grande firme dotée d'une grande expérience dans le domaine des études d'aménagement hydroagricole en Afrique sub-saharienne. Les firmes devront remplir les critères suivants :

- (1) Domaine de compétences (activités de base) et le nombre d'années du cabinet (le chiffre d'affaires annuel des cinq dernières années devrait être supérieur à 3 millions de dollars EU) ;
- (2) l'organisation technique et managériale de l'entreprise ;
- (3) Disposer d'un personnel compétent comprenant les spécialistes dans les domaines ci-après : la réalisation et exploitation des canaux modernes d'irrigation, la conception d'irrigation pour les systèmes gravitaires et pressurisés, les technologies modernes et simples pour l'exploitation à distance des systèmes d'irrigation gravitaire et sous pression, les techniques d'arpentage modernes pour les aspects liés au système d'irrigation par gravité, la conception de drainage, l'estimation de coûts, l'économie et la technologie de construction ;
- (4) Expérience de la firme dans des missions similaires (15 ans minimum, 30.000 ha aménagés) dans la conception d'infrastructures d'irrigation et de drainage, en incluant systèmes sous-pression avec un débit minimal de 5 m³/s ;
- (5) Expérience du cabinet d'avoir travaillé dans des conditions/environnements similaires (5 ans minimum).

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dis-

positions du paragraphe 1.9 des «Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID» édition janvier 2011 révisé en Juillet 2014 («Directives de Consultants»), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant. Un consultant sera sélectionné selon la méthode «Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC)», telle que décrite dans les directives.

6. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux adresses ci-dessous et aux heures suivantes : de 10h00 à 15h00, heures locales.

- Monsieur MERHOYE LAOUMAYE, le Coordonnateur du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI), Tél. : (+237) 676 943 404 ; e-mail : laoumayemerhoye@gmail.com ou laoumayemerhoye@yahoo.fr ; ou
- Monsieur AKOA AKOA Richard, le Spécialiste en Passation des Marchés du PULCI, Tél. : (+273) 663 572 039 ; e-mail : s.m.akoakoarichard@gmail.com.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en cinq (05) exemplaires, à l'adresse ci-dessous, en personne, par courrier, ou par courrier électronique trente jours après la publication du présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt : le 30 avril 2018 à 13 heures, heure locale, au plus tard, avec la mention :

**«Manifestation d'intérêt
N°01/ASMI/MINEPAT/SEMRY/PULCI/UCP/SPM/2018, pour le recrutement d'un Consultant International en vue de la réalisation des études détaillées (APD) et du dossier d'appel d'offres international (DAOI) pour la mise en place d'un système d'irrigation et de drainage de 11000 ha de périmètres agricoles à Lagdo».**

Monsieur le Coordonnateur du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) à l'Extrême-Nord, BP 46, Yagoua (Cameroun), Bureaux sis à Yagoua dans les locaux de la SEMRY ; Tél. : (+237) 676 943 404 ; e-mail : «bettinayga@gmail.com».

Fait à Yagoua, le 28 mars 2018

LE COORDONNATEUR,

Lassama Merhoye
Ingénieur Agro-Socio-Economiste

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE. A quelques deux mois des échéances, élèves et enseignants se préparent au succès.

Le Septentrion ne veut plus être dernier de la classe

Par Nadine Ndjomo

Depuis plus d'une semaine, les élèves du primaire et du secondaire sont en congés pour le compte du deuxième trimestre. Mais Mohamed, 18 ans, élève e, classe terminale au lycée technique de Ngaoundal ne quitte plus ses cahiers. «Si je veux réussir à mon examen, je dois étudier, je dois mettre les bouchés doubles et me consacrer uniquement à mes cahiers», confie le jeune homme. Même en séjour à Yaoundé pour prendre part aux noces de son aînée, il avait dans ses bagages ses cahiers. «J'ai apporté les cahiers de mathématiques, de gestion, de comptabilité, et quelques livres, qui m'aident quand je suis bloqué en faisant mes exercices», développe Mohamed.

Pour passer son baccalauréat, le jeune homme a établi un programme qu'il suit et respecte comme une horloge suisse. «Après la prière de 5h, je prends mon bain. A 5h30 je prends mes cahiers. Je lis des cours comme l'histoire ou la géographie. Je le fais pendant deux heures. A partir de 7h35, je fais le ménage. Dès que c'est fait, à 9 h, je prends mon petit déjeuner. Je fais la sieste. Je reprends mes cahiers. A midi je passe à table. Je dors jusqu'à 15h. Je regarde un peu de télé. Et je

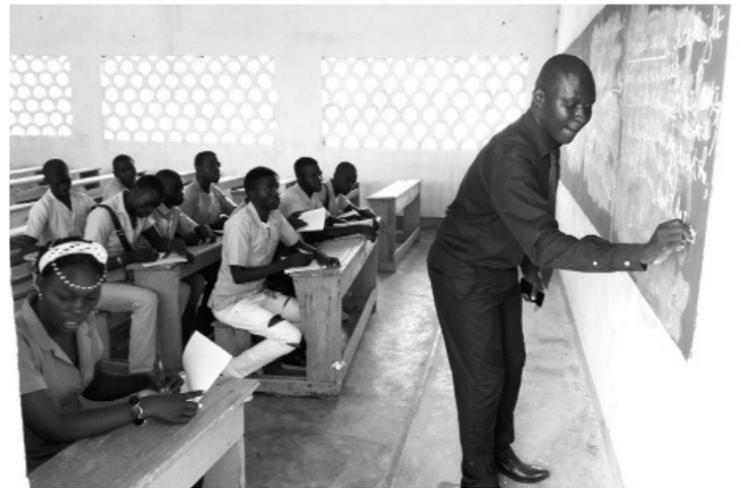
reprends mes cahiers dès 16h35 pour les laisser à 20 h. Je regarde la télévision jusqu'à 23h. Après je vais me coucher», présente le bachelier en puissance. Mieux, pendant la révision de ses leçons, Mohamed est aidé par son beau-frère, un enseignant de mathématiques dans un lycée de la place.

Mayramou, une élève de première au lycée de Ouro-Tchédi à Maroua se prépare également à passer avec succès le probatoire. «Je m'entraîne avec mon grand-frère qui est étudiant. Il m'aide beaucoup. Quand je ne comprends pas un exercice ou quand je suis bloquée, il vient à mon secours. Et avec ses explications, la compréhension devient plus fluide ; plus simple et je fais bien mon exercice et rapidement», explique la jeune fille. Parfois, quand son frère est indisponible, elle fait recours à un enseignant, «toujours disponible pour tous les élèves», informe Mayramou. Pour elle et Mohamed, les conseils prodigués par les enseignants sont indispensables pour la réussite des élèves. «Quand les examens de fin d'année pointent à l'horizon comme c'est le cas, nous organisons des cours de remise à niveau. Et pendant les cours, nous leur donnons beaucoup de conseils. Et ces conseils sont axés sur comment aborder les examens blancs, mais surtout l'exa-

men proprement dit», explique Dion Essongue, professeur d'histoire géographie au lycée classique et moderne de Garoua. D'après elle, étant donné qu'à partir du 15 mai prochain, les programmes doivent être clôturés, «les collègues qui auront effectivement achevé leurs programmes vont multiplier les exercices à donner aux élèves. Ceux qui sont en retard dans leurs programmes, vont probablement les couvrir et parallèlement donner des exercices précis à leurs élèves pour les soutenir», pense Dion Essongue.

COURS DE REMISE À NIVEAU

Dans la région de l'Adamaoua, les cours de soutien battent également leur plein. Et ce malgré la 20ème édition des jeux de la fédération nationale des sports scolaires (Fenasco) A, qui se sont déroulés à Ngaoundéré du 1er au 8 avril dernier. «Les élèves qui n'étaient pas concernés au premier chef par les jeux Fenasco et qui sont en classes d'examen, ont constitué des groupes, pour réviser ensemble», déclare un enseignant du lycée de Burkina, à Ngaoundéré. Au collège les Pintades toujours à Ngaoundéré, les jeux Fenasco A ont quelque peu perturbé le suivi des élèves à la veille des examens de fin d'année. «Nous étions très impliqués dans



Des élèves en train de suivre une leçon.

les jeux Fenasco. Du coup, notre programme a été un peu troublé», affirme Célestin Sockeng, fondateur de l'établissement, avant de rassurer les parents et élèves : «Vu que les jeux Fenasco sont finis, nous allons revenir au programme initial. Nous allons d'abord finir avec les programmes, par la suite, nous allons enchaîner avec les travaux dirigés. Et au cours des travaux dirigés, les enseignants vont donner des conseils pratiques aux élèves, sur comment aborder l'examen, comment gagner en temps, comment se comporter... » En fait, l'objectif pour les responsables d'établissements situés dans le

Septentrion, d'améliorer le classement des établissements du Grand-Nord dans le classement de l'OBC.

D'après le calendrier fixant les examens et les concours pour la session 2018, signé le 17 novembre 2017, par Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, alors ministre des Enseignements secondaires, les premiers examens seront les brevets professionnels (16 avril au 12 mai prochain). Ils seront suivis par le baccalauréat de l'enseignement général (22 mai au 25 mai 2018), probatoire technique (11 juin au 15 juin 2018) et le probatoire général (12 au 15 juin 2018). ■

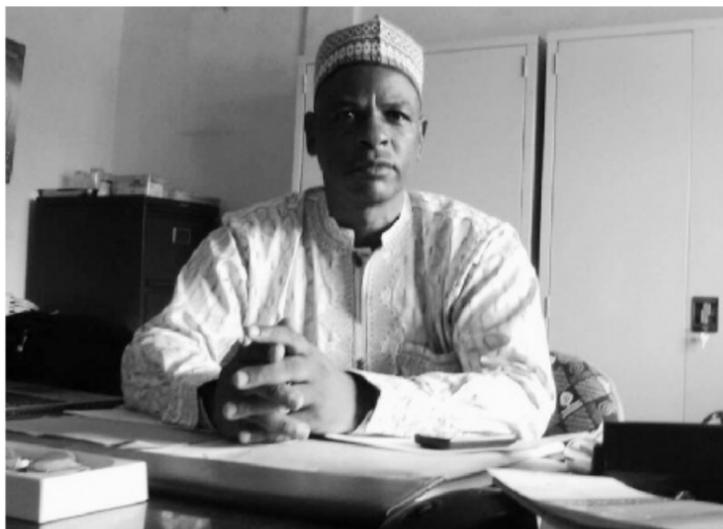
Hamadama Djafarou, délégué régional des Enseignements secondaires de l'Extrême-Nord.

«Les examens de fin d'année ne se préparent pas à moins de trois mois des échéances»

Interview réalisée par David Martin

A quelques mois du début des examens de fin d'année, comment se prépare l'Extrême-Nord ?

Les examens officiels de fin d'année ne se préparent pas à moins de trois mois des échéances. Les préparatifs ont démarré dès le début de l'année scolaire. Après la rentrée pédagogique solennelle organisée par le ministre des Enseignements secondaires à Yaoundé avec la participation des délégués régionaux et des inspecteurs coordonnateurs en fin septembre 2017, une restitution des travaux a été faite en présence de tous les chefs d'établissements de l'Extrême-Nord au début du mois d'octobre. Au cours de cette rencontre, un chef d'établissement Martin Paul, proviseur du lycée bilingue de Kaélé et un inspecteur coordonnateur Elie Laurent Segnou ont exposé sur les causes des échecs scolaires et proposé des stratégies pour l'amélioration des résultats des apprenants. Pendant l'année scolaire en cours, chaque inspection de pédagogie a organisé, dans les chefs-lieux des six départements, deux séminaires de renforcement de capacités des enseignants, un au premier trimestre animé par les inspecteurs pédagogiques régionaux et l'autre au deuxième trimestre, animé par les inspecteurs régionaux appuyés par les inspecteurs pédagogiques nationaux. Les deux sessions de formation ont porté sur l'examen



critique des résultats de la session 2017 et les techniques d'amélioration des résultats de la session 2018. Des forums d'échanges entre les enseignants de la même discipline et leurs inspecteurs régionaux pour le partage d'expériences, d'épreuves, de fiches de leçons et autres ont été créés et fonctionnent à merveille.

Ces échanges ont-ils porté des fruits ?

Les inspecteurs pédagogiques régionaux ont sillonné les établissements de la région pour des inspections pédagogiques suivies de l'animation des carrefours pédagogiques subséquents. L'encadrement pédagogique de proximité a été organisé au profit de nombreux établissements. Il consiste en une visite d'un inspecteur d'un groupe de disciplines (enseignement normal, informa-

tique, bilinguisme, sciences...) pour faire l'état des lieux suivie d'une sortie groupée des Inspecteurs spécialistes des disciplines où les performances des apprenants sont insuffisantes pour une journée pédagogique au cours de laquelle tous les enseignants desdites disciplines sont inspectés, des conseils d'enseignement élargis organisés pour prendre des résolutions en vue de l'amélioration des résultats. Une restitution des résolutions est faite, auprès des responsables de l'établissement en fin de journée, pour le suivi des stratégies adoptées. Des réunions bimensuelles des chefs de structures sont organisées autour du délégué pour rechercher les voies et moyens d'amélioration des rendements desdites structures. Une émission radiodiffusée chaque semaine, «écho des enseignements secondaires» animée par les res-

ponsables de la délégation régionale et des structures, au profit des apprenants, des enseignants, des parents, bref de communauté éducative est distillée depuis le mois de janvier 2018, pour former et informer sur toutes les sujets relatifs aux enseignements secondaires. En mathématique, un planning de progression régional a été distribué par l'inspection/sciences, à tous les établissements de la région. Et avec l'aide de l'association des enseignants de mathématiques de la région, des épreuves harmonisées de Mathématique pour les classes d'examen, sont organisées à la fin de chaque séquence paire pour préparer les candidats à mieux affronter les examens officiels. Depuis le 2 avril 2018, des cours de soutien sont organisés dans de nombreux établissements, pour booster le travail des apprenants. L'évaluation des indicateurs des performances des apprenants, par chaque inspection régionale de pédagogie est institutionnalisée à la fin de chaque trimestre en vue de proposer des remédiations idoines pour les manquements observés...

Lors du dernier classement de l'OBC, plusieurs établissements de la région figuraient parmi les derniers. Qu'est ce qui a été fait pour que ce ne soit plus le cas ?

Les responsables desdits établissements ont été interpellés pour une meilleure gestion des ressources humaines mises à leur disposition. L'encadrement de proximité cité ci-dessus évoqué, a

visé essentiellement ces établissements qui ont reçu la visite de la plupart des inspecteurs pédagogiques régionaux. La délégation régionale a veillé à ce que les enseignants de ces institutions soient présents à toutes les sessions de formation organisées dans les chefs-lieux de leurs départements d'implantation et au sein de leurs établissements. Les indicateurs des performances de leurs apprenants sont constamment scrutés par les inspecteurs régionaux pour proposer des remédiations idoines en temps réels. Des cours de soutien seront organisés dès ce lundi, 2 avril 2018, dans ces établissements...

Les élèves de l'enseignement technique ont généralement des difficultés lors des épreuves pratiques faute de matériels. Seront-ils mieux lotis cette année ?

Des instructions ont été données pour que la matière d'œuvre soit disponible à temps, en quantité et qualité, dans chaque centre de pratique. S'agissant des examens des sciences et technologies du tertiaire (STT), le logiciel Lesage a été distribué à tous les établissements d'enseignement technique pour habituer les candidats aux épreuves pratiques lors des examens officiels. Quant au certificat d'aptitudes primaire (CAP) industriel, les candidats sont en stage dans les entreprises et ce sont les notes obtenues lors de ces stages qui seront pris en compte pendant les épreuves pratiques des examens officiels. ■

PHÉNOMÈNE.

Maroua, nouveau lit de la prostitution

Depuis quelques années, l'Extrême-Nord est au cœur de l'actualité au Cameroun en raison des faits liés à son contexte sécuritaire. Avec les exactions de Boko Haram, la ruée des militaires dans cette partie du Cameroun, la prolifération des organisations onusiennes et non gouvernementales (ONG), la prostitution semble avoir atteint des proportions inquiétantes dans le chef-lieu de la «plus belle des régions». Alors que certains hommes d'affaires, hauts gradés de l'armée, politiques, responsables d'ONG, en pincent pour les «prostituées de luxe», d'autres préfèrent les jouvencelles. En à peine sept ans, Maroua est ainsi devenu un grand marché du sexe, où les offres aguichantes des belles de nuit font le «bonheur» de «clients» de plus en plus nombreux.

Une enquête de la rédaction



DOMAYO. Elles sont de plus en plus nombreuses à y vendre leurs charmes.

Le paradis des ado belles de nuit

Par Vladimir Martin

19h43. Au carrefour dit «Vieux manoir» de Domayo, à Maroua, Haouwa, une fille d'à peine 16 ans et aux formes provocantes sort furtivement d'un loungou (auberge), faiblement éclairé. A son passage, l'on aperçoit sa poitrine généreuse qui se dessine sous un corsage transparent. En dessous, un pagne noue sa taille. Discrète, l'adolescente se balade la tête recouverte d'un voile. Elodie, 17 ans et originaire de Guider a également des formes généreuses. Vêtue d'un collant transparent, et d'un décolleté, la jeune fille qui fume sans lance une cigarette et jette les bouffées de fumée près de celle qui s'échappe du fourneau sur lequel fait partie de ces jeunes filles qui font des va et vient dans le but de dénicher de nouveaux clients.

«Avant de venir au travail, nous prenons des petites choses pour nous donner du courage, de la force, du tonus. On boit un peu d'alcool. Ça nous aide beaucoup», avoue Adjidja, une autre belle de nuit qui entre à peine dans l'adolescence. Très appréciée ici, Adjidja a la cote auprès des hommes adultes. «Ils viennent pour s'amuser. Déstresser, se faire plaisir. Et ce plaisir, je le leur donne. Certes, contre rétribution, mais ça ne représente pas grand-chose», se vante-t-elle, en buvant un sachet de whisky. Avant de préciser que parmi ses clients se recrutent non seulement des fonctionnaires, hommes mariés et hommes en tenue de tous les âges, mais aussi et surtout des étudiants. «Les jeunes sont plus doux. Ils ne frappent pas sur



nous. Ils sont attentionnés, font la conversation. Bref, tout ce que les adultes ne font pas. Ils viennent pour un objectif. Et dès qu'ils finissent, ils partent»

raconte Haouwa.

22h 40 vient de sonner, Haouwa et trois de ses collègues font leur entrée dans un bar, pour «couper rapidement une

bière bien glacée». Une pause rapide puisqu'elles doivent vite aller satisfaire trois soldats en rut. Une quinzaine de minutes après, elles reviennent au bar. Les visages fermés, elles échangent. Apparemment, les trois clients n'ont pas bien payé. «Il t'a donné combien ?» interroge Hawoua. «Seulement 1.000 FCFA», répond Adidja. Et toi, questionne-t-elle : «500 FCfa. Il m'a dit qu'il n'a pas d'argent. Et qu'on se voit plus tard», explique l'adolescente.

54 ANS ET 11 ANS

Dans le bar, les décibels casent les tympans des clients et la soirée bat son plein. Les dérives aussi. Les adolescentes, bières en main se saoulent petit à petit. Soudain, Djamila, 14 ans et demie, les rejoint. Enceinte de trois mois, la belle de nuit ignore l'auteur de sa grossesse. «J'ai conçu de l'un de mes clients. J'ignore qui sait. Mais je suis décidée à garder mon enfant. Bien qu'il soit de père inconnu. C'est mon enfant, je le garde», déclare Djamila, sans conviction. «Je suis née à Bogo. C'est mon village. A la mort de mon père, ma belle-mère m'a confié à un ami de mon père, en compensation de la dette que mon père lui devait. A l'époque, l'ami de mon père était âgé de 54 ans, et moi j'avais 11 ans. Ne sachant quoi faire, au début, je suis partie. Mais c'était très difficile chez lui. C'est à ce moment que j'ai décidé de partir, de fuir ce mariage forcé. Après avoir causé avec une aînée qui était au courant de mon histoire, nous avons établi un plan. Et dans ce plan, il était question que je me retrouve ici,

à Maroua. Elle devait me soutenir et m'envoyer à l'école», raconte l'adolescente.

A Maroua, Djamila a effectivement été accueillie par «la grande sœur». Celle-ci l'a hébergé, l'a nourri, quelques semaines, avant de lui demander de trouver un emploi, comme elle. «C'est ainsi que je me suis retrouvée dans la rue, comme ma grande sœur», conclut-elle en quittant la chaise qu'elle occupait pour répondre à l'appel d'un homme qui lui faisait des gestes coquins. Hier peu nombreuses, aujourd'hui les travailleuses du sexe, inondent désormais la région de l'Extrême-Nord. Et Maroua, avec la création de l'université, de l'école normale supérieure (ENS), les grandes écoles, l'arrivée massive des militaires dans la région, la prolifération des organisations non gouvernementales (ONG) en est l'épicentre. «La prostitution s'est enracinée dans les habitudes des femmes. Car malheureusement, tous ces changements y ont contribué», remarque un enseignant à l'université de Maroua.

A Domayo, le prix d'une passe oscille entre 1500 et 5000 FCfa quand le client est généreux. «Mais il arrive très souvent que nous soyons victimes des mauvais payeurs. Dès que nous finissons de leur donner du plaisir, au lieu de respecter le contrat initial, soit ils donnent la moitié de ce qui était prévu, soit il frappe sur nous, et s'en vont», confie Hawoua, qui sort du bar, pour rejoindre un autre client. Depuis la soirée, c'est le quatrième qu'elle reçoit. Et il n'est que minuit. La soirée est encore longue... ■

PROSTITUTION DE LUXE. Avec l'essor de ce phénomène, certaines personnes en ont fait une activité à part entière.

Le business charnu des proxénètes

Par V.M.

Rendez-vous secret au cœur de la nuit, en cette fin du mois de février. 21h vient de sonner à Pitoaré, un quartier huppé de la ville de Maroua. Devant un restaurant, une Toyota Fortuner s'immobilise. Son occupant dont le visage trahit les 50 ans, descend discrètement et se dirige vers une silhouette vêtue d'une jupe et à la poitrine imposante. Le tandem échange quelques secondes et la silhouette monte dans le véhicule. Et celui-ci démarre en trombes. Sur la plaque d'immatriculation, sont inscrits les identifiants de la République du Tchad. D'après certaines indiscretions, les Tchadiens seraient parmi les principaux clients de ces «putes de luxe». L'on cite également des Nigériens, des Centrafricains, des Béninois, des Sénégalais, des Maliens et évidemment des Camerounais.

Ces clients d'un genre particulier, rivalisent d'astuces pour se payer les services de ces belles de nuit. A défaut de tomber sur l'une d'elles dans un restaurant ou par le biais d'une connaissance, ils font appel à des «protecteurs». Des protecteurs qui sont en réalité des



proxénètes. «Quand nous plaçons une fille, nous avons un pourcentage sur le revenu. Maintenant notre pourcentage se négocie en fonction de l'acointance que nous avons avec les filles», explique Ousmane, un proxénète. D'après lui,

«dans le listing des clients réguliers et bons payeurs, il y a des hommes affaires, des politiciens locaux, des employés des organisations onusiennes, ceux du secteur humanitaire, des administrateurs du domaine public et quelques hauts gradés de l'armée». Si un client verse 150.000 FCFA à une fille pour une nuit ou pour quelques heures, «j'ai en moyenne 50 000 ou 75 000 FCFA», déclare Ousmane. Et certains soirs, «je me retrouve avec 300 000 à 500 000 FCFA. Car, j'ai cinq filles que je place régulièrement, car elles sont très sollicitées. Et elles me rapportent beaucoup», ajoute-t-il.

«Nos bons clients nous prennent généralement pour la nuit. Quand tu arrives à l'hôtel où chez lui, il te gère bien. Il te met à l'aise. Tu manges bien. Et s'il est satisfait après l'acte, en plus de ton enveloppe, il te

donne un bonus qui s'élève souvent à 30 000 ou 40 000 FCFA», raconte Maimouna, une belle de nuit. «La plupart de mes filles sont des étudiantes. Et les autres, sont des femmes célibataires, qui n'ont pas d'enfants. Il y a aussi des jeunes filles fonctionnaires qui aiment bien le sexe», révèle Souleymane, un autre proxénète. D'après la carte dessinée par les belles de nuit elles-mêmes, la prostitution se fait sur plusieurs sites dont le carrefour «vieux manoir», des boîtes de nuits et auberges comme Golden Gate, Dream's, El Cabalo, le Club UV, l'auberge du comice, l'oiseau de canne, Manatthan, Loungou Dara boudoum, carrefour Pont-vert, Boucan VIP, Terrasse, Douggoy, Palar, Mayel Ibbé, Domayo, ou encore des zones comme Ouro Tchédé et Sararé. ■

AISSATOU. Agée de 25 ans, elle rêve malgré tout d'un lendemain meilleur.

Une vie au trottoir

Par Fadel Mohamed

Au clair de lune et dans la fraîcheur de la nuit, Aïssatou offre son lit à tout homme désireux de passer quelques temps avec elle contre un billet de 2000 FCfa. A 20 h, elle vient d'empocher 3000 FCfa «celui-ci était gentil» se réjouit-elle en esquissant un sourire timide. Chaque soir à partir de 19 h, la demoiselle fait le trottoir à Domayo, coin chaud de la ville où bars et boîtes de nuit se côtoient. Entre la fumée des braises et des cigarettes, elles exposent leurs cuisses et autres parties susceptibles d'attirer un passant ou de détourner un client. Des clients souvent plus tenaces qu'elle ne l'imagine «Quand un client fait 30 minutes sans jouir, je lui demande d'augmenter l'argent où on arrête» précise-t-elle.

Dans sa chambre moderne meublée d'un lit, d'une penderie, d'un téléviseur à côté desquels trainent deux casseroles et une commode sur laquelle se bousculent laits de toilette, déodorants, désodorisants, parfums, papiers hygiénique et surtout, préservatifs. «Cette chambre je la loue à 6000 FCfa la journée. J'y habite et y accueille mes clients» ajoute-t-elle. Chaque soir, elle gagne au moins 20 000 FCfa. De quoi supporter le

loyer et se fournir des médicaments qui la protègent des maladies et des grossesses. «Je prends des antibiotiques, anti-inflammatoires, je fais des injections». Des médicaments en tout cas qui ne la protègent pas des clients de mauvaise foi. «Certains clients refusent de payer. Parfois ils te sortent même le couteau» martèle-t-elle. Agée de 25 ans Aïssatou croit en Dieu et croit qu'un jour, il lui donnera un homme qui la sortira de ce bordel. A défaut d'un mari, c'est l'argent qu'elle veut. «Si j'ai même 500 000 FCfa je me lance dans le commerce». Le regret de s'être lancée dans ce métier se lit sur son visage, et se confirme quand elle parle. «On côtoie seulement les maladies et la mort» murmure la prostituée. En ajoutant que ce métier, elle l'a commencé quand elle avait 18 ans.

Partie de la maison de ses



parents à cause d'une malheureuse dispute avec sa tante, elle est recueillie par une femme qui l'entraîne dans ce monde «un soir, la femme m'a demandé de la suivre, elle m'a habillé comme il fallait et m'a montré les rouages. On sortait régulièrement jusqu'à ce que je commence à aller de mes propres jambes». Aujourd'hui, tous les jours elle enjambe les couloirs de Domayo en mini-jupe et t-shirt parfois décollé. Une fois le jour levé c'est l'heure de se coucher. Un sommeil peut-être pas assez profond pour rêver, mais assez reposant pour être en forme le prochain soir. ■

RÉACTIONS

Julienne Djakaou, femme politique.

«Certains parents envoient leurs enfants dans la rue»

Il y a quelques années, il n'y avait pas ce genre de phénomène dans le Grand-Nord en général. On n'en parlait même pas. Aujourd'hui, avec la pauvreté qui va grandissante, on observe la ruée des jeunes filles dans ce milieu. A cette raison, on peut ajouter le manque d'hommes. Vous savez, à notre époque, on trouvait des maris à 13 ans, 15 ans. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Ceci explique beaucoup de choses. Du coup, les jeunes filles sont obligées de partir dans la rue. Il y a aussi des parents qu'il faut sensibiliser. Car certains envoient leurs enfants dans la rue sans le savoir. Ce n'est pas à l'enfant de prendre soin de la famille ; c'est aux parents de s'occuper de leurs progénitures. Pour



résoudre le problème, ces adolescentes doivent être prises en charges par l'Etat et les ONG. Si elles apprennent des petits métiers, elles peuvent s'en sortir. ■

Babette Koulchoumi, expert en anthropologie visuelle.

«Il faut combattre les mariages précoces et forcés»

Les jeunes filles qui se retrouvent dans la rue sont sans repères. Elles développent ce qu'on appelle l'angoisse existentielle. Car parmi elles, il y a des divorcées, celles qui ont fui des mariages forcés, il y a des orphelines. Pour se sentir en sécurité, elles font recours à la rue. Et dans la rue, elles développent des moyens. Et pour elles, la prostitution devient un moyen de survie. Elles ne font exprès d'être là. De se prostituer. Pour résoudre le problème, il faut commencer à la base. Combattre les mariages forcés et précoces. Scolariser les jeunes



filles. Sensibiliser les parents et les tuteurs. ■

Paul Ulrich Elom Otye, anthropologue et enseignant à l'université de Maroua.

«La pauvreté est l'une des causes de la montée de la prostitution»



Entretien mené par Moïse Amedje

Comment comprendre la prolifération de la prostitution dans la ville de Maroua ?

La prostitution est un marchandage sexuel. C'est le fait d'offrir des faveurs sexuelles en contrepartie des biens matériels. Quand il y a de nouvelles opportunités économiques qui apparaissent c'est normal que la prostitution prolifère. L'arrivée massive des militaires, des humanitaires et la classe universitaire dans la ville de Maroua constitue une opportunité économique pour les prostituées. Pour ces femmes, c'est un moyen facile de se faire de l'argent. Tant qu'il y aura des militaires et des humanitaires qui arriveront, la prostitution va se développer de plus en plus. Aussi, l'on note que plus la population s'accroît dans une ville comme Maroua, la prostitution trouve un nid fertile. Maroua et les autres villes de l'Extrême-Nord deviennent des zones qui offrent des opportunités économiques.

La pauvreté est-elle donc la cause de ce phénomène ?

Généralement quand on se prostitue, c'est parce qu'on n'a pas les moyens. Dans un contexte de pauvreté, de recherche du gain, dès qu'une fille atteint un certain âge elle peut devenir prostituée. Du coup, on peut donc conclure en disant qu'effectivement, la pauvreté est l'une des causes de la montée de la prostitution à Maroua. Et pas seulement. Maroua est certes le fief, mais cela se passe aussi ailleurs.

La prostitution a-t-elle essentiellement des fondements économiques ?

Pour moi, je pense que c'est d'abord pour des raisons économiques ; je ne vois pas autres raisons. Peut-être, il y a d'autres raisons. Ces femmes ont peut-être d'autres motivations, mais

de mon avis, je suis persuadé que la principale raison est économique. Cela n'a rien à voir avec l'émancipation de la femme. Qui vous a dit que la femme n'est pas émancipée dans la région de l'Extrême-Nord ? D'ailleurs, il faut savoir que l'émancipation est endoculturelle. Ce n'est pas un problème d'émancipation. Dans chaque socioculture, il y a ce qu'on appelle l'endoémancipation. Si une femme se prostitue par motif de vengeance, par plaisir (des femmes qui ont la boulimie sexuelle), là c'est des cas pathologiques. La majorité des prostituées interrogées évoquent des raisons économiques et les rares cas sont des pathologies qui peuvent être traitées par des psychologues.

Malgré le contrôle social dans la région, le phénomène semble s'accroître. Les TIC et l'omniprésence des réseaux sociaux ne sont-ils pas en cause ?

L'émancipation sexuelle qu'on observe aujourd'hui ne veut pas dire que le phénomène n'existait pas avant. Certes, l'émancipation peut arriver par les réseaux sociaux, mais il ne faut pas oublier que les nouveaux arrivants viennent avec leurs habitudes, leurs façons de voir les choses et sont de diverses cultures qui peuvent populariser le phénomène. C'est dire que, plus il y a le cosmopolitisme plus le contrôle social devient difficile. On dit souvent que la prostitution est le plus vieux métier du monde. Cela a toujours existé mais peut être que ce n'était pas aussi popularisée que maintenant. Celles qui étaient discrètes sortent de leur discrétion parce qu'il y a aussi des nouvelles prostituées qui leur font concurrence notamment les étudiantes. Il s'agit aussi d'un problème de concurrence entre ces marchandes du sexe. Les prostituées qu'on retrouve sont d'horizon divers.

Elles viennent concurrencer les anciennes prostituées. Si les anciennes veulent suivre le rythme, elles sont obligées de s'adapter à cette nouvelle forme de prostitution.

Qu'est ce qui peut expliquer le fait que les adolescentes, se retrouvent dans la prostitution aujourd'hui ?

Dans certains pays l'âge de consentement pour un rapport sexuel est de 12 ans. Mais ce n'est pas le cas au Cameroun. Donc du moment où une fille peut entretenir des rapports sexuels, elle est potentiellement prostituable. Mais, il faut faire très attention au mot mineur, il faut d'abord se rassurer qu'il y ait un cadre juridique qui encadre ce mot ; mais est-ce que la société trouve qu'elles sont mineures ? C'est la grande question. Si les filles de 14 et 15 ans peuvent se marier, cela veut dire qu'à partir de cet âge elles peuvent se prostituer même si on peut se dire que la prostitution peut être dénigrante pour la famille, on le fait en cachette, mais elle est tolérée. En réalité ce qui gêne ne vient pas de l'âge de la personne mais du caractère avilissant de la prostitution. Généralement c'est les ONG qui viennent de l'extérieur qui peuvent être gênées parce qu'elles ont des différents référents culturels que les nôtres. Si on part en profondeur, la prostitution est même souvent encouragée parce que ça permet à la jeune fille de ramener à manger à la maison, de se prendre en charge.

Peut-on en finir avec ce phénomène ?

Il faut savoir que la prostitution est un phénomène qu'on ne peut pas abolir, qui ne peut pas finir parce qu'elle apparaît dans l'espace social comme quelque chose qui joue dans la régulation sociale contrairement à ce qu'on peut penser. Beaucoup d'indics se retrouvent dans ce milieu surtout dans une zone comme la nôtre où le problème de sécurité se pose. Dans cette zone, les prostituées sont celles-là qui peuvent avoir des informations sur tel, ou tel individu qui se trouve dans la ville. C'est dire aussi que même les services de renseignement peuvent faire recours aux prostituées. C'est difficile de mettre fin à cela parce que ce sont des individus qui ont des relations et ont accès à beaucoup de personnes d'où leur utilité pour le renseignement. Les prostituées sont une

source de renseignement essentielle et très importante.

A vous entendre on peut dire que la prostitution a son importance dans la société ?

C'est comme l'exemple du carburant frelaté bien qu'interdit, il se retrouve présent dans les rues. Il faut savoir qu'il y a toujours une différence entre le texte et le contexte. La loi l'interdit mais elle la tolère. Mais en réalité cela va au-delà d'une simple tolérance, la loi accepte et la réclame parfois. Parfois, les services publics qui réclament la prostitution parce qu'elle a un rôle d'inhibiteur social. C'est-à-dire que celui qui fait recours à une prostituée va souvent se libérer. Il a des faveurs sexuelles à moindre coût et qui peut lui permettre de se libérer de ses frustrations. Bien plus, c'est peut-être un bandit de moins surtout avec le problème de sécurité qui se pose... au lieu d'aller faire du mal à autrui, il part chez une prostituée se libérer de son stress. Il devient temporairement un citoyen qui ne pose plus de problème. Aussi, la prostitution est tolérée parce que ce sont les mêmes les hommes en tenue (policiers, militaires) qui sont supposés représenter la loi, qui font recours aux services de ces prostituées. Vous imaginez avec notre contexte un soldat qui sort du front avec tout ce qu'il a vu et vécu comme traumatismes, quand il revient, il doit se détresser. Certes interdit par la loi, il y a un intérêt contextuel qui est celui d'assurer l'harmonie ; tant que ces prostituées jouent un rôle elles seront gardées. Les lois qui interdisent cette pra-

tique sont basées sur l'éthique et la morale. On interdit la prostitution parce qu'il y a un problème d'éthique et de moralité. Or, il y a des problèmes plus importants que la prostitution à résoudre. C'est pour cela qu'elle est tolérée, acceptée et même réclamée.

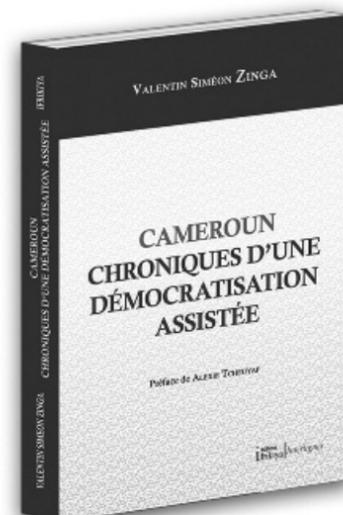
Que dire des poupées sexuelles qui émergent. Est-ce une solution pour voir régresser la prostitution ?

Ce n'est pas une solution parce que la poupée sexuelle ne remplace pas la relation humaine. Les poupées sexuelles ne caressent pas, ne parlent pas, elles n'ont pas la chaleur humaine. Car notons qu'il y a une transaction entre l'homme qui va vers la prostituée. Il y a un contact humain. Certains y vont pour affirmer une certaine domination sur la femme. Je ne peux pas donner un pronostic si la poupée peut remplacer les relations humaines ; mais toujours est-il que si elles se vendent chez nous c'est parce qu'il y a une demande, il y a des preneurs. Ces hommes qui vont vers les prostituées ont des femmes, des copines mais ils vont quand même, pourquoi ? Peut-être parce que les faveurs sexuelles sont moins contraignantes, ou ils veulent changer de milieu. Aussi, il y a un ensemble d'éléments socialisants, au bar, on boit, on danse, on va vers la prostituée. Ce n'est pas évident avec une poupée. Je pense qu'au-delà de la simple satisfaction sexuelle, celui qui va vers la prostituée recherche le contact humain, l'envie de dépenser sur la femme, de découvrir. ■

VIENT DE PARAÎTRE

Cameroun Chroniques d'une démocratisation assistée

Le nouvel ouvrage de **Valentin Siméon ZINGA**



"Dans un contexte où l'information subit les contraintes de la production industrielle, il est difficile pour les historiens du présent que sont les journalistes d'avoir une réflexion approfondie sur la dynamique des rapports sociaux, en général, et sur le fait politique, en particulier. Avec **Cameroun. Chroniques d'une démocratisation assistée**, VZ a réussi cet exploit. Compendium de plusieurs décennies de bonnes feuilles journalistiques, ce livre est déjà, pour cela, une contribution majeure à l'intelligence de notre espace commun, voire de notre vivre ensemble."

Alexie TCHEUYAP,
Professeur, University of Toronto

Présent
dans les librairies de
Yaoundé et Douala

Sortie le 13 mars 2018

éditions
Ifrikiya

NGAN-HA.

Nyassé se vide de ses populations



La mosquée de Nyassé fermée.

Par Francis Eboa

Si la saison sèche est considérée par les éleveurs comme une période de vaches maigres, ce n'est pas vrai pour les preneurs d'otages qui prospèrent dans la région de l'Adamaoua en général et plus singulièrement dans le département de la Vina. Comme plusieurs villages de ce département de l'Adamaoua, Nyassé s'est ainsi, en un temps record, vidé d'une bonne partie de sa population qui a trouvé refuge à Ngaoundéré. Tout a commencé dans la nuit du 07 au 08 février 2018. « Cette nuit-là, les ravisseurs sont venus enlever la nommée Fadimatou dans notre village. C'est l'épouse d'Aboubakar. Après avoir passé quelques jours en brousse avec ses ravisseurs, elle a été libérée », raconte Mamoudou, chef du village Nyassé également en fuite à Ngaoundéré. Mais après cette libération, quelques chefs de familles ont reçu des appels téléphoniques de preneurs d'otages, annonçant des enlèvements imminents. Aussi gagnés par la peur et par mesure préventive, les chefs de familles directement concernés ont commencé à quitter le village. « Après les coups de fil que certains parents ont reçus, ils ont pris peur et ont décidé de quitter le village afin que les ravisseurs ne viennent pas les enlever. Beaucoup ont préféré quitter pour venir s'installer ici en ville », souligne le djaouro de Nyassé.

« Pour mieux combattre ce

phénomène, il est important que la population soit impliquée. C'est pour cette raison que nous avons mis sur pied des comités de vigilance un peu partout dans notre arrondissement. Ils ont reçu une formation sur comment organiser un comité de vigilance pour être efficace dans ce métier. Ce que j'attends d'eux c'est de rendre compte en tout temps de tout fait digne d'intérêt que ce soit à l'autorité administrative qu'aux forces de maintien de l'ordre », explique Henri Nicolas Owono Mbarga, sous-préfet de l'arrondissement de Ngan-Ha. Et celui-ci d'affirmer que l'entreprise chinoise Syno Hydro en charge de la construction du barrage hydroélectrique de Bini à Warack, a décidé de s'attaquer à l'insécurité ambiante dans la région. « Nous sommes installés ici dans le cadre de la construction du barrage hydroélectrique de Bini à Warack. Nous avons été saisis par monsieur le sous-préfet et c'est pour cette raison que nous avons décidé d'apporter un appui matériel constitué de torches, sifflets, téléphones et bien d'autres outils de travail. Si les populations riveraines vivent en paix et dans la sécurité, nous le seront aussi, car la sécurité n'a pas de prix », fait savoir Liu Geng Xin, responsable de Sino Hydro.

N'empêche que Nyassé se vide de ses occupants. D'où la tenue le 28 mars dernier, d'une réunion entre les habitants village et les forces de défense. « Nous avons tenu une réunion avec le colonel

En deux mois, plus de 200 personnes ont quitté cette bourgade sise dans l'arrondissement de Ngan-Ha et dans le département de la Vina. Départs faisant suite aux menaces proférées par les preneurs d'otages qui sévissent dans cette partie du pays.

afin de sensibiliser les populations pour qu'elles regagnent le village. Avec la présence de ces militaires à Nyassé, je pense qu'on est sécurisé plus que par le passé. Moi-même qui vous parle, d'ici demain je vais regagner mon village », se réjouit djaouro Mamoudou. Aujourd'hui, ceux qui ont décidé de rester au village malgré tout, se réjouissent déjà du retour de quelques-uns. « Si je ne suis pas parti avec ma famille, c'est juste que je n'ai personne à Ngaoundéré chez qui je pouvais aller rester avec ma famille. Je passais mes nuits la peur au ventre, mais je remettais tout à Dieu. Avec l'arrivée des militaires ici au village, je me sens en sécurité », témoigne un habitant de Nyassé. Pour définitivement chasser cette peur qui a envahi la population, un véritable travail en synergie est en train d'être fait entre les militaires et les membres du comité de vigilance. « Je peux vous rassurer que les militaires sont très actifs. Ils travaillent bien avec notre comité de vigilance », affirme djaouro Mamoudou. Et selon des avis compétents, le phénomène des prises d'otages dans la région de l'Adamaoua n'est pas encore éradiqué



Le djaouro de Nyassé.



Des maisons abandonnées à Nyassé.

pour deux principales raisons. « La première raison, c'est la complicité des parents. Pendant que vous êtes en brousse en train de fouiller les ravisseurs, les parents contournent et vont payer la rançon pour après vous dire que l'enfant a été libéré. A côté de ça, il y a certains membres des comités de vigilance qui sont en liaison avec ces ravisseurs, et comme

ce sont eux qui maîtrisent la brousse, ils vous conduisent dans le sens contraire pour permettre à leurs partenaires de s'éloigner de vous. L'autre difficulté qu'on a ici c'est le manque d'un hélicoptère à Ngaoundéré. Si on avait cet appareil volant, je ne pense pas qu'on parlerait encore de ces malfrats de nos jours », renseigne une source militaire. ■

REPUBLICQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - PatrieMINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA PLANIFICATION ET
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (MINEPAT)REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - FatherlandMINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT (MINEPAT)**Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI)**

Financement : Crédit IDA N° 52 76 – CM

Agence d'exécution : SEMRY

AVIS DE SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET

N°02/ASMI/MINEPAT/SEMRY/PULCI/UCP/SPM/2018

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA REALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DÉTAILLÉE DES PÉRIMÈTRES LAGDO RIVE DROITE - RÉHABILITATION (1 000 HA), RIVE DROITE EXTENSION (5 000 HA) ET RIVE GAUCHE - EXTENSION (5 000 HA)**N° d'identification du Projet : PN66072**

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le Projet d'infrastructure Hydraulique dans la Vallée de la Bénoué (PIHVB) dans la région du Nord du Cameroun, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : «Recrutement d'un **consultant en vue de la réalisation de l'Étude d'impact Environnemental et Social (EIES) détaillée** des périmètres Lagdo rive droite - réhabilitation (1 000 ha), rive droite extension (5 000 ha) et rive **gauche - extension (5 000 ha)**».

2. La **MEADEN**, Mission d'Etude pour l'Aménagement et le Développement de la Province du Nord, supervise et facilite les travaux de l'étude en objet. Elle mettra à disposition du consultant l'ensemble des données disponibles sur la zone d'étude ayant pu être collectées au cours des dernières décennies.

3. Les services du consultant

La réalisation préalable d'une EIES détaillée est une obligation légale au Cameroun avant tout investissement public ou privé majeur. L'EIES suivra la procédure du MINEPDED et requiert un cabinet agréé aux études et audits environnementaux. L'EIES prendra en compte les directives de la Banque Mondiale en matière de sauvegardes environnementales et sociales et les critères de la SFI en matière de durabilité sociale et environnementale. L'EIES portera sur l'ensemble des sources d'impacts au cours des différentes phases du projet d'aménagement hydroagricole, et sur l'ensemble des milieux affectés, les périmètres à aménager et à réhabiliter en rive droite et en rive gauche en aval du barrage de Lagdo et sur la zone de la retenue et son bassin versant concernés par les travaux d'aménagement.

Le Consultant procédera à la collecte des données socio-économiques et biophysiques de base sur la situation de départ du projet selon les méthodes reconnues internationalement. Dans la mesure du possible, la collecte de données devra se faire à plusieurs périodes de l'année pour éliminer les variations inter-saisonniers (données biophysiques et socio-économiques), lesquelles seront intégrées dans un système d'information environnemental et social (SIES).

NB : le consultant sera retenu pour une durée de 7 (07) mois à partir de la notification de l'ordre de service.

4. Le Coordonnateur du Programme d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI), invite pour le compte du Projet d'infrastructure Hydraulique dans la Vallée de la Bénoué (PIHVB) de la MEADEN, les Consultants à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services.

Le Consultant devra être une firme dotée d'une grande expérience dans le domaine des études environnementales et sociales en Afrique sub-saharienne, notamment sur les périmètres hydroagricoles et les bassins versants de zones à écologie fragile. Les firmes devront remplir les critères suivants :

- (1) Être spécialisé dans le domaine environnemental avec une expérience en tant que cabinet d'au moins 15 ans (le chiffre d'affaire annuel des cinq dernières années devrait être supérieur à 250.000 EU/an) ;
- (2) L'organisation technique et managériale de l'entreprise ;
- (3) Disposer d'un personnel compétent comprenant les spécialistes dans les domaines ci-après : Hydrologie environnementale et hydraulique ; Morpho-dynamique des berges et sédimentation ; Écologie aquatique et biodiversité halieutique ; Écologie terrestre et foresterie ; Infrastructures hydroagricoles et connexes ; agriculture et irrigation ; HSE ; sociologie rurale.
- (4) Expérience de la firme dans des missions similaires de planification de l'aménagement et de la gestion des espaces territoriaux à écologie fragile (5 ans minimum).

5. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des «Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID» édition janvier 2011 révisé en Juillet 2014 («Directives de Consultants»), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

6. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant. Un consultant sera sélectionné selon la méthode Sélection fondée sur les qualifications des consultants (SQC), telle que décrite dans les directives.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux adresses ci-dessous et aux heures suivantes : de **10h00 à 15h00, heures locales**.

- Monsieur MERHOYE LAOUMAYE, le Coordonnateur du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI), Tél. : (+237) 676 943 404 ; e-mail : laoumayemerhoye@gmail.com ou laoumayemerhoye@yahoo.fr ; ou
- Monsieur AKOA AKOA Richard, le Spécialiste en Passation des Marchés du PULCI, Tél. : (+273) 663 572 039 ; e-mail : s.m.akoakoarichard@gmail.com.

8. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en cinq (05) exemplaires, à l'adresse ci-dessous, en personne, par courrier, ou par courrier électronique trente jours après la publication du présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt : le 30 avril 2018 à 13 heures, heure locale, au plus tard, avec la mention : **«Manifestation d'intérêt N°02/ASMI/ MINEPAT/SEMRY/PULCI/UCP/SPM/2018, pour le recrutement d'un consultant en vue de la réalisation de l'Étude d'impact Environnemental et Social (EIES) détaillée des périmètres Lagdo rive droite - réhabilitation (1 000 ha), rive droite extension (5000 ha) et rive gauche - extension (5000 ha) ».**

Monsieur le Coordonnateur du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) à l'Extrême-Nord, BP 46, Yagoua (Cameroun), Bureaux sis à Yagoua dans les locaux de la SEMRY ; Tél. : (+237) 676 943 404 ; e-mail : «bettinayga@gmail.com».

Fait à Yagoua, le 28 mars 2018

LE COORDONNATEUR,

 Ingénieur Agri-Socio-Economiste

MUSIQUE. Le groupe vient de mettre sur le marché son premier album.

«Guma na kada» promeut la culture Guidar

Par Ebah Essongue
Shabba

Rythme traditionnel presque oublié du Nord Cameroun, le «Guma» connaît une renaissance grâce aux chanteurs Alfa Barry et Télé Télé. Le duo fondateur de l'ensemble culturel «Guma Na Kada» propose aux mélomanes son premier album soutenu par des chansons entraînantes qui donnent le cap, entre tradition et modernité, à ce projet dont les 06 chansons qui constituent son ossature. Préparé avec les bons ingrédients, par les bons cuisiniers et la cuisson appropriée, l'album se distingue par cette pointe d'audace bienvenue tant sur le plan musical que sur le fond.

«Nous nous sommes rencontrés pour la première fois à l'Alliance française de Garoua dans le cadre du projet du collectif des artistes du Nord initié en 2014 par Pierre Barbier» confie Alfa Barry le leader du

groupe. «Après plusieurs mauvaises expériences vécues chacun de son côté, j'ai demandé à Alfa de me faire profiter de son expérience professionnelle en m'assistant en studio comme son directeur artistique pour mon album. C'est à partir de cet instant que tout a basculé, le courant est tout de suite passé et au lieu de mon projet nous avons plutôt fusionné pour donner naissance à ce merveilleux album», reprend Télé Télé.

Cet album n'est pas seulement le fruit d'une brève rencontre entre deux musiciens partageant la même culture. Il est bien plus que ça. Il s'agit d'un tête-à-tête dont les protagonistes fondent leurs voix dans le creuset d'une pensée commune et les deux privilégient le dialogue fraternel et l'ouverture à la Rumba, au Makossa, au Reggae, avec des interventions d'invités tels honorable Jules



trépidé Cédric à la guitare rythmique. Parfaitement orchestré, ce premier album se déroule en

tranches libératrices, euphories douces, plaisir constant du rythme et de l'imagination en

ébullition. Un pur bonheur auditif présenté officiellement à plus de 2000 personnes le 02 avril dernier au complexe sportif Coton sport à Djoumassi.

«Guma Na Kada» à travers cet album bâtir et renforcer la cohésion sociale entre tous les Guidar. C'est d'ailleurs pour cela que le duo a choisi de se joindre à l'association pour la sauvegarde et la promotion de la culture Guidar «Guma Asprocg».

«Notre mission ce n'est pas de gagner des millions, c'est d'ouvrir la porte pour que les gens découvrent la culture Guidar et qu'ils sachent il y a vraiment une diversité culturelle au Cameroun. Nous on s'adresse à la génération future et on lui dit : voilà notre richesse, immense, inépuisable, inexplorée, infinie. Préservez-la et inspirez-vous-en !» affirme Alfa Barry. ■

Alfa Barry, chanteur du groupe «Guma na kada»

«Les Guidar délaissent de plus en plus leur culture»



Propos recueillis par E. E. S.

On vous connaît dans un registre musical purement sahélien, aux antipodes de cette autre facette qu'on découvre à travers le groupe «Guma Na Kada». Pourquoi un tel projet ?

Comme les voies du Seigneur, les profondeurs de la musique sont insondables. Au moment où on pense avoir réussi à cerner à peu près le sujet, il survient toujours de nouvelles productions, de nouvelles collaborations, pour nous émerveiller encore. Le groupe Guma na kada scelle la rencontre entre deux fils du Mayo Louti qui appartiennent au peuple Guidar et ils ont voulu dire au monde leur fierté d'être fils

de ce peuple millénaire qu'on retrouve aussi bien qu'au Cameroun qu'au Tchad dans la région du Mayo-Kebbi Ouest plus précisément. Et d'autre part, j'ai constaté comme certains de mes aînés que les jeunes Guidar ont de la peine à parler la langue Guidar, ils abandonnent leur us et coutumes au profit d'autres cultures. Il faut certes s'ouvrir mais ne jamais oublier d'où l'on vient car ce n'est qu'à ce prix qu'on saura où on va. Donc le groupe vient apporter son soutien à l'association Guma Asprocg en sensibilisant le peuple Guidar par la musique sur la nécessité de préserver et pérenniser notre tradition.

Quel message souhaitez-vous diffuser à travers cet

album ?

A l'écoute du son du Guma, c'est tous les Guidar sont appelés à se lever pour venir danser et écouter les différents messages que nous véhiculons dans nos différentes chansons. Dans la chanson intitulée Guma, nous appelons justement tous les Guidar à se lever comme un seul homme à l'écoute et venir célébrer leur culture.

Dans la chanson An ba anamda qui veut dire Ici chez nous nous encourageons le vivre ensemble entre les Guidar mais aussi accepter les non Guidar qui sont tout de même nos frères parce que Camerounais comme nous. Dans la chanson Wonna kissa nous déplorons le fait que nous ne respectons plus nos coutumes et nous invitons les jeunes respecter les valeurs traditionnelles. Nous chantons également pour la paix et soutenons nos forces de défense dans la chanson intitulée Non à la guerre. La chanson Toumba nawa est un chant de joie et de fête tandis que dans le titre Guezew guezew nous chantons la beauté légendaire de la femme Guidar qui est irrésistible.

Quand on connaît votre

potentiel, pourquoi avoir seulement produit six titres pour cet album ?

C'est une première expérience. Nous sommes à notre premier volume car nous envisageons, toujours dans le même sillage, proposer un autre produit aux mélomanes. Et en plus le groupe Guma na kada est un nouveau dans le paysage musical au Cameroun bien que chacun d'entre nous avait déjà une carrière avant notre union à travers ce projet. Nous prenons notre temps pour grandir doucement, promouvoir l'album et le vendre.

Dans ce monde devenu village planétaire, quel est la place de la culture Guidar ?

La culture Guidar est en danger. Les Guidar délaissent de plus en plus leur culture. Ils prétendent s'ouvrir. Mais s'ouvrir ne signifie pas se perdre, parce que s'ouvrir suppose se connaître soi-même, donc savoir ce qu'on fait et ce qu'on recherche en s'ouvrant. Aucune civilisation ne se débarrasse ni de son passé, ni de son histoire, puisqu'aussi bien c'est le respect de ce passé et cette histoire, qui la propulse en avant. Ceux qui apprécient plus la culture européenne que la culture Guidar, reléguée au stade de folklore (quand elle se manifeste encore à leurs yeux), doivent comprendre que c'est parce que les autres magnifient leurs cultures, qu'ils en tombent amoureux. Sinon, il n'existe pas de culture meilleure qu'une autre, à moins que l'on pense que le sucre est meilleur que le sel. Certains ont même réussi à

transformer la culture Guidar en une manifestation ludique et virtuelle. C'est honteux.

J'appelle donc tous les Diy na Kada à se réveiller, taire nos différences, bâtir et renforcer la cohésion sociale entre nous et se lever comme un seul homme pour pérenniser notre culture. Cette culture Guidar avait besoin des personnes dynamiques pour poser la première pierre de sa valorisation. Dieu a entendu les prières de l'ensemble du peuple Guidar. Il nous a envoyé les membres fondateurs de l'association GUMA ASPROCG qui se sont immédiatement mis au travail dès sa création en novembre 2009. D'ailleurs je dis merci au nom de tous les Guidar du monde aux membres fondateurs du GUMA ASPROCG, aux membres du bureau exécutif actuel réunis autour l'emblématique Dr Albert DOUFISSA.

Ce projet en appelle-t-il un autre ?

Bien sûr, nous préparons immédiatement le deuxième album. Actuellement, nous sommes en campagne vente et dépôt de notre album dans le Kada et les autres villes du pays. Le 28 avril prochain nous participerons aux travaux du 31ème congrès annuel de l'amical des ressortissants de kong kong. En mai nous serons en concert dédicace à Guider et à partir du mois de juin nous irons au Tchad pour une tournée de présentation de l'album qui nous mènera notamment à Ndjamena, Léré et Bongor. ■

JEUX FENASSCO 2018. Le Centre et le Nord-Ouest complètent le podium.

La région de l'Extrême-Nord sacrée championne

Par Francis Eboa

La 20e édition des finales nationales du sport scolaire (Fenasco) ligue A, qui a débutée le 02 avril dernier, s'est achevée hier au stade Ndoumbé Oumar de Ngaoundéré avec la victoire du Nord-Ouest lors de la finale de football qui l'opposait au Sud. Ainsi, au terme d'une semaine d'activités sportives opposant les élèves issus des dix régions du pays, le classement se présente ainsi qu'il suit. Dans la catégorie des collégiés et lycées, la région du Centre est en tête du classement avec 17 médailles en or, 09 en argent et 17 en bronze soit 41 médailles. L'Extrême-Nord vient en deuxième position avec 34 médailles dont 14 en or, 08 en argent et 12 en bronze ; l'Adamaoua est 3e avec 08 médailles en or, 06 en argent et 08 en bronze pour un total de 22 médailles. Le 4e rang est occupé par la région du Nord avec 04 médailles en or, 10 en argent et 19 en bronze soit un total de 33 médailles. L'Est dans cette catégorie est 5e avec 04 médailles en or, 09 argent et 14 en bronze soit un total de 27 médailles. L'Ouest vient en 6e position avec 04 en or, 08 en argent et 06 en bronze. Le Littoral repart de Ngaoundéré avec 04 médailles en or, 05 en argent et 07 en bronze. La 8e place est occupée par le Sud-Ouest avec 03 médailles en or, 03



La délégation de l'Extrême Nord brandie ses trophées.

en argent et 02 en bronze. Le Nord-Ouest est avant dernier avec 03 médailles en or, et 03 en bronze donc 06 médailles au total. La région du Sud est dernière avec 02 médailles en or, 05 en argent et 04 en bronze.

Pour ce qui est des Enieg et Eniet, la région de l'Extrême-Nord vient en tête du classement général avec 07 médailles en or, 04 en argent et 05 en bronze. Elle est suivie du Nord-Ouest avec 05 médailles en or, 02 en argent et 03 en bronze. Le podium est complété par le Nord avec ses 03 métaux en or, 02 en argent et 03

en bronze. Le Centre est 4e avec 02 métaux en or, 05 en argent et 02 en bronze. La 5^{ème} place est celle du Sud-Ouest avec ses 02 métaux en or. Dans ce classement général des Enieg et Eniet, le Sud est 6e avec 01 médaille en or seulement. Le Littoral est 7e avec 03 médailles en argent et 04 en

bronze. L'Adamaoua est 8e avec 02 médailles en bronze. L'Est ferme la queue du classement pour n'avoir pas eu de médaille donc elle classée 9e. Il faut souligner ici que, pour des raisons de mercenariat, la délégation de l'Ouest a été disqualifiée pour ce qui est des Enieg et Eniet.

En tout cas, au terme de ces jeux, la région de l'Extrême-Nord a soulevé pour la deuxième fois consécutive, le trophée du classement général de cette compétition. Cette délégation a récolté 21 médailles en or, 12 en argent et 17 en bronze pour un total de 50 médailles. La délégation du Centre est en deuxième position avec 19 médailles en or, 14 en argent et 19 en bronze. Celle de l'Adamaoua complète de podium avec 08 précieux métaux en or, 06 en argent et 10 en bronze. «Au moment où s'achèvent ces jeux, permettez-moi de féliciter tous ces athlètes venus des dix régions du Cameroun pour animer les différentes disciplines. Pour les encourager à mieux poursuivre leurs études, je promet dix bourses d'étude aux dix meilleurs athlètes», a déclaré Nalova Pauline Lyonga Egbe, ministre des enseignements secondaires. C'était hier dimanche au stade Ndoumbé Oumar de Ngaoundéré lors de la clôture de la 20e édition des jeux Fenasco. La 21e édition sera organisée l'année prochaine à Bamenda dans la région du Nord-Ouest. ■

MTN ELITE ONE.

Coton Sport nouveau leader



Par Ebah Essongue Shabba

En recevant en match en retard de la 12e journée du championnat national Elite One Stade Renard de Melong, Coton Sport de Garoua avait la possibilité de s'installer seul en tête du classement. Ce d'autant que malgré leur faux pas à domicile face à Eding Sport (1-1) lors de la 11^{ème} journée, les hommes de Bertin Ebwelle restaient sur huit matchs sans défaite. Ils nourrissaient alors le rêve de prendre les commandes du championnat dès cette 12^{ème} journée.

Après seulement trois minutes de jeu, Marius Mouandilmadji commence son spectacle et ouvre le score. Dix minutes plus tard l'attaquant de 19 ans revient à la charge en ridiculisant Emile Merlin Lako Wendu, le gardien de Stade Renard, par un but marqué avec son postérieur (2-0,

13'). Loin d'en avoir fini, Marius Mouandilmadji revient à la charge à la 30^{ème} minute pour le 3-0 et au grand dam du gardien de Stade Renard qui se souviendra sans toute sa vie de cette défaite.

Le transfuge de Gazelle de Ndjamenam porte ainsi son total de buts à 8, devenant ainsi le meilleur buteur du championnat devant Ashu Tambe (7buts). Cette victoire permet aux Cotonculteurs de prendre la première place du championnat Mtn Elite One avec 23 points dans la gibecière. Le club de Garoua possède désormais un point d'avance sur Feutcheu FC de Bandjoun (22 points) dans un championnat camerounais qu'il n'a plus remporté depuis 2016. Les Cotonniers iront défier le 11 avril prochain Unisports à Bafang. Avant cette rencontre, le dauphin Feutcheu ira défier Yosa dans son antre au Yong sport academy stadium. ■

MARIUS MOUANDILMADJI.

Un serial buteur

Par E. E. S.

Il en rêvait et il l'a fait. Marius Mouandilmadji ne finit pas de surprendre. Et ce n'est sûrement que le début d'une belle série parce que l'ancien attaquant de Gazelle de N'djamena a encore livré un gros match le jeudi 5 avril dernier contre Stade Renard de Melong. Le jeune attaquant prodige de Coton Sport a prouvé son opportunisme devant les buts en réalisant le premier hat-trick de la saison en Elite One. Désireux de faire grimper son compteur personnel, le jeune joueur a pulvérisé le gardien Emile Merlin Lako Wendu qui a encaissé trois de ses buts lors d'un match perdu par les Renards de Melong (3-0) face à un Coton Sport qui a fait montre d'un football offensif et fluide durant toute la rencontre. «Ce qu'il nous a montré au fil des matchs n'est que l'expression de son immense talent, on ne s'y attendait pas, on ne pouvait pas s'y attendre, il est phénoménal», affirme Bertin Ebwelle, son entraîneur à Coton Sport. Et à 19 ans, Marius Mouandilmadji se fait une place aussi bien au sein de Coton que chez les grands espoirs offensifs du football tchadien.

«Je me sens bien ici, l'équipe m'a bien accueilli. Elle m'a donné la confiance et ça me permet d'exprimer ce que j'ai en moi», a confié le jeune Tchadien qui a trouvé en Coton Sport le club parfait pour faire trembler les filets adverses et briller avant ses 20 ans.



Dynamiteur des défenses, l'ancien joueur de Gazelle de Ndjamenam affiche déjà 8 buts marqués en onze matchs, soit une moyenne de 0,72 but de moyenne par match. «Ce gars est époustouflant. Ses dribbles, sa capacité d'élimination et son sens du jeu lui permettent de faire des ravages. C'est un diamant brut», reconnaît Saidou Mfonzié.

Mouandilmadji pousse ses premiers cris le 22 janvier 1997 sous le ciel de Doba, célèbre ville pétrolière et chef-lieu de la région du Logone oriental. Il débute le football par le Centre de formation Espoir de Doba où il se forme de 2004 à 2014. Durant ces dix années d'initiation et de perfectionnement, il sera sacré 6 fois meilleur buteur du centre. L'appétit venant en jouant, Marius Mouandilmadji pose ses valises en 2014 à l'AS Doyen du Tchad où il passe deux saisons et confirme son potentiel

immense. Avec 30 buts au compteur, il est sacré meilleur buteur de la ligue tchadienne à tout juste 16 ans. En 2016, Gazelle de Ndjamenam s'adjuge les services du jeune attaquant qui termine la saison avec 7 buts et est sacré meilleur joueur de la ligue tchadienne.

Mais la réputation de Marius Mouandilmadji l'a précédé au Cameroun où Coton Sport qui était à la recherche d'un attaquant de race le recrute en décembre 2017. Depuis le début de la saison, il régale les supporters à chaque match et est un atout majeur pour Coton qui cette saison rêve de réaliser le doublé coupe-championnat. «Il faut qu'il continue simplement à bosser encore plus dur. S'il réussit à concrétiser par des buts la plupart de ses actions, à être régulier, il va forcément devenir un top joueur», croit savoir Abakar Abdoulay, analyste sportif. ■